

LES QUESTIONS MINORITAIRES

II ANNÉE

DÉCEMBRE 1929

N-o 4

STANISŁAW PAPROCKI

Berlin — Genève

La déclaration de l'Union des Minorités Nationales d'Allemagne et le V Congrès des Minorités Nationales à Genève.

Le 3 août 1929 a eu lieu à Berlin une session extraordinaire de l'Union des Minorités Nationales d'Allemagne, à laquelle ont assisté les représentants des minorités polonaises de Tchécoslovaquie et de Lithuanie, de la minorité tchèque d'Autriche et des minorités russe et ukrainienne de Pologne. Le texte de la déclaration, votée par cette réunion, a été reproduit dans le numéro 3 des „Questions Minoritaires“.

A la conférence de presse, organisée sous les auspices de l'Union, M. Jean Kaczmarek, secrétaire général de l'Union des Minorités Nationales d'Allemagne, et M. Christiansen, leader de la minorité danoise, ont prononcé des discours.

Voici le résumé de la conférence de M. Kaczmarek:

Bien que le problème des nationalités fût issu de la Révolution Française, bien qu'il eût pénétré graduellement dans la politique européenne du XIX siècle à travers le Congrès de Vienne de 1815, le Congrès de Berlin de 1875 et les révolutions, bien que, déjà avant la guerre mondiale, il eût été traité dans de nombreux ouvrages d'une manière très sérieuse, — le moment de son entrée en scène, en tant que garantie de la paix, en tant que principe de la liberté et de l'égalité des hommes est celui des années de la guerre mondiale.

La „déclaration des droits des nationalités“ du 12 novembre 1915 à Lausanne, a posé comme but de la guerre la lutte pour la réalisation du principe de la libre disposition des peuples et a donné au problème minoritaire le caractère d'une question extrêmement importante et fort urgente. Au cours des négociations de 1919, il a été reconnu que la reconstruction de l'Europe d'après-guerre devait être opérée en adoptant

pour base le principe de la nationalité. Le postulat de la libre disposition des peuples a été réalisé dans la mesure du possible. Déjà le Président Wilson, M. Clemenceau et la présidence de la conférence de la paix ont constaté le fait que l'application entière de ce principe n'est pas réalisable. Aussi, le problème est-il resté ouvert de savoir que doit-il advenir des „restes“ non englobés par les nouvelles frontières des États nationaux.

Le centre de gravité du problème minoritaire consiste précisément en ce que sa solution ne saurait être envisagée comme point de départ d'une évolution conduisant au principe de la libre disposition des peuples, mais comme but de cette évolution qui se base sur ce principe; que le problème minoritaire ne saurait être un moyen servant à porter de nouveau à l'ordre du jour la question de la libre disposition des peuples, mais qu'il doit contribuer à combler les lacunes dans l'application du principe de la libre disposition des peuples, qu'enfin le problème minoritaire est exclusivement une question intéressant l'homme, une question dont l'existence se laisse expliquer abstraction faite du territoire.

Il existe malheureusement encore de nombreuses minorités qui n'entendent point ainsi ce problème, il existe en outre de nombreux hommes d'État, très en vue, qui poussent leur raisonnement presque jusqu'à identifier le problème minoritaire avec le principe de la libre disposition des peuples, tandis que ce problème n'est que le résultat du principe en question.

Les traités minoritaires, suivant le projet du président Wilson, devaient constituer un engagement, pris par tous les États nouveaux, de traiter et de protéger toutes les minorités nationales, tant au point de vue législatif qu'au point de vue pratique, de la même manière qu'ils traitent la majorité de leurs populations.

Cette obligation de protéger les minorités s'étendait également à tous les États vaincus sauf l'Allemagne. Ensuite fut conclue la convention de Genève entre l'Allemagne et la Pologne, au sujet de la Haute-Silésie. La S. d. N. s'est portée garante de cette convention.

Cependant le problème minoritaire n'a pas reçu de solution, étant donné que la solution n'en sera possible que, comme l'a dit M. Clemenceau, „lorsque ce problème aura constitué la partie intégrante du nouveau système de relations internationales en Europe, sinon l'évolution de l'Europe ne sera pas plus avancée qu'en 1815“.

Cela équivaut à dire que le problème minoritaire ne pourra être considéré comme résolu que lorsque ces stipulations auront été obliga-

toires pour *tous les États européens*, c.-à.-d. lorsque ceux-ci auront les mêmes devoirs envers *toutes les minorités nationales* de l'Europe.

„*Tous les États*“ — le principe est clair et ne semble pas trouver comme tel d'antagoniste; mais la thèse: envers „*toutes les minorités*“, cette thèse se heurte à des objections. Qu'est-ce, en effet, qu'une „minorité de race, de langue et de religion“? La définition de cette notion est tout à fait vague, ce qui laisse une marge assez large à des interprétations arbitraires. Il s'ensuit que le fond du problème peut être réduit à son antithèse, ce qui menace de conduire non à *la paix*, mais à un nouveau conflit européen.

Le paix est le but. La conscience de ce but faisant défaut, il ne saurait être question de résoudre le problème des minorités. Il est donc du devoir de chacun, et en premier lieu de chaque membre d'une minorité nationale, de reconnaître le statu quo actuel comme base inébranlable. Aux mécontents de l'état actuel de choses en Europe, qui veulent le modifier sur la voie, menant à travers le problème minoritaire, il faut dire: Arrêtez! vous sapez l'idée! Vous la servez mal! Venez grossir les rangs des révolutionnaires „légaux“, mais ne vous mettez pas en travers de l'évolution — la seule possible au point de vue sociologique — de l'Europe d'après-guerre, qui doit se baser sur le respect et la protection des intérêts culturels et civiques des minorités, renonçant à tous les changements politiques.

Il n'est pas oiseux d'en parler, étant donné que le leader d'une minorité des mieux traitées a tantôt publié un éditorial dans son journal, où il constate que le mot d'ordre de sa nation doit être: „*Weg mit Versailles*“. „Nous nous préparons pour le jour où nous ne serons plus impuissants, mais où nous détiendrons le pouvoir, pour en user au service de notre nation et de nos droits. Le pouvoir et le droit sont, en effet, une seule et même chose“.

S'il fallait se rallier à cette opinion, la protection des minorités ne serait qu'une phase transitoire, qu'un épisode sur la voie menant à une conflagration européenne! Il convient cependant de constater que cette opinion est une franche et honnête expression des pensées secrètes des autres leaders des minorités. Mais souvenons-nous bien que de tels aveux sincères sont extrêmement dangereux en tant qu'exerçant leur influence sur les populations, dont elles pétrissent la mentalité. Il ne sied donc point aux leaders minoritaires de les exprimer, s'ils ne tendent pas à rendre le problème minoritaire insoluble à jamais.

Certains groupes minoritaires affirment qu'ils constituent la majorité sur leur territoire national, et que, inversement, la majorité y est en minorité, ils contestent donc la dénomination de „minorité“ et se disent

„groupes nationaux“. Certains savants et hommes politiques distinguent les minorités véritables (groupes isolés, îlots), les *fausses* minorités (établies sur les confins) et les minorités *disséminées*. D'autres distinguent les minorités *fortes* (conscientes et organisées) et les minorités *faibles*, les minorités *protégées* par les traités et celles qui ne le sont pas; il existe encore, paraît-il, des minorités *superflues* et enfin des minorités qui n'ont pas de nation-mère et sont incorporées dans leur totalité dans un État étranger.

On est même porté à ranger parmi les minorités les groupes nationaux n'ayant rien de commun avec le problème minoritaire, comme les Slovènes et les Croates de Yougoslavie. A ce chaos théorique, il convient d'opposer la pratique, si l'on veut éviter que le problème minoritaire se complique par l'adjonction d'éléments qui rendraient imminente une nouvelle conflagration européenne.

Il faut poser les thèses obligatoires suivantes:

1. Le problème minoritaire européen est un problème intéressant l'homme et non le territoire;

2. Il faut reconnaître comme minorités „de race, de langue et de religion“, les groupes nationaux dotés de leur propre culture.

3. Le programme de ces minorités doit se poser comme but la paix européenne.

4. L'activité des minorités nationales doit être dirigée vers l'éducation de *tous* les membres de la collectivité européenne dans le sens de leur faire respecter toute culture étrangère quelle qu'elle soit.

5. Le patronage de la S. d. N. doit être complété par une „Union des Cultures Nationales Européennes“, pour permettre de séparer totalement le problème minoritaire des influences politiques.

M. E. Christiansen a constaté dans son rapport que les minorités nationales d'Allemagne, qui toutes subissent le même sort, ont un programme commun. Il est difficile d'aboutir à une entente entre l'idéologie de l'Union des Minorités Nationales d'Allemagne et celle des organisateurs des Congrès de Genève. Aussi, l'Union considère-t-elle qu'elle peut mieux défendre ses thèses en dehors du Congrès. L'Union tend à la paix qui n'est réalisable que si un mutualisme parfait règne parmi les nations. Il faut affranchir le problème minoritaire de sous l'influence des intrigues politiques, afin que les États n'y puissent voir de danger, et qu'au contraire, ils considèrent la solution du problème comme mesure efficace pour réaliser la paix universelle.

* * *

La déclaration adoptée en août par l'Union des Minorités Nationales d'Allemagne constitue la première tentative de préciser l'attitude des

groupes minoritaires qui se sont scindés en 1927 du Congrès des Minorités Nationales à Genève. La déclaration marque une étape dans la lutte des deux idéologies minoritaires sur le terrain européen, aussi a-t-elle causé une vive consternation au Congrès des Minorités Nationales à Genève en 1929 (26, 27 et 28 août).

Ont pris part à ce Congrès les représentants des groupes minoritaires suivants: minorité *bulgare* de Roumanie (dr. Ivanov); *catalane* d'Espagne (prof. F. Masponsy Anglassell, J. Estelrich, dr. M. Vidal i Guardiola, dr. M. Serra i Moret, dr. Francesc Masferrer, dr. Fr. Tusqueti et p-ce Bartélemy Barcelo); minorités *allemandes*: de Tchécoslovaquie (sén. Medinger, sén. Jessner), d'Italie (Freiherr V. Sternbach), d'Esthonie (député Hasselblatt), de Lettonie (député P. Schiemann), de Roumanie (député Brandsch, rédacteur K. Muth), de Yougoslavie (député Kaft, dr. F. Pertz), de Pologne (députés: E. Naumann, K. Graebe, O. Ulitz; dr. Krull et p-ce Pless), de Hongrie (dr. Guendisch, dr. König); minorités *juives* de Pologne (députés Grünbaum et Reich), de Tchécoslovaquie (dr. E. Margulies), de Roumanie (députés M. Landau et I. Jambor), de Bulgarie (M. Tadger), de Lettonie (député M. Nurock); minorités *russe*s: d'Esthonie (député Kurčinsky), de Pologne (anc. dép. J. Serebriannikow et J. Jurčakievič), de Tchécoslovaquie (député J. Kurtiak), de Roumanie (dr. Zamutali); minorités *slovène et croate d'Italie* (J. Wilfan et député Bessedniak); minorité *slovène* d'Autriche (députés: F. Petek et abbé Starc); minorité *tchèque* d'Autriche (député Machat et Strnad), *croate* d'Autriche (M. Karall); *hongroise* de Tchécoslovaquie (député G. Szüllö, M. Szvatko), de Roumanie (dr. E. Jakabffy, dr. S. Sulyok), de Yougoslavie (dr. Strelicky, dr. Deak); *ukrainienne*: de Pologne (députés Lewycky et Paliiev), de Roumanie (sen. Zaloziecky, député Krakalla), et *lithuanienne* de Pologne (M. Stašis et abbé Kraušalis).

Ce sont donc pour la plupart les mêmes délégués qu'aux Congrès précédents. La minorité suédoise d'Esthonie a déclaré son accession au Congrès, mais le représentant de ce groupe n'est point venu. Les représentants de la minorité allemande du Danemark, de la minorité blanche-ruthène de Pologne, des minorités nationales de Lithuanie étaient absents. Les minorités nationales d'Allemagne et les minorités polonaises n'ont pas pris part au Congrès, de même qu'au précédent. Le représentant d'un groupe ukrainien de Pologne, M. Bogusławski, député à la Diète, membre du Bloc Gouvernemental, n'a pas été admis à participer au Congrès, les députés Lewycky et Paliiew s'y étant opposés. Il convient de souligner que c'est la première fois qu'un incident de ce genre se soit produit: le Bureau du Congrès n'a pas décidé cette question, mais la majorité des membres étaient d'avis que les représentants élus

députés des listes électorales mixtes (non exclusivement minoritaires) ne devaient pas être admis au Congrès. En fin de compte M. Bogusławski a été admis sans pouvoir prendre la parole et sans participer aux commissions. Il a adressé une lettre de protestation au président du Congrès.

La S. d. N. n'a pas été représentée cette fois; les correspondants de la presse étrangère ont été très peu nombreux. Les débats du Congrès n'ont éveillé qu'un intérêt médiocre; la presse suisse ne leur a consacré que de brefs comptes rendus, à part un seul éditorial de M. W. Martin paru dans le „Journal de Genève“.

Le Congrès avait été précédé d'une série de Congrès nationaux: celui de Varsovie, un congrès des minorités hongroises à Budapest (le 22 août), un Congrès des minorités russes à Riga (le 19 août), un Congrès des minorités allemandes à Munich (le 21 août) et un Congrès des minorités suédoises à Mariahamm.

Les questions primordiales qui ont été traitées par le Congrès sont les suivantes:

1. Les problèmes minoritaires à la S. d. N.
2. Le projet de la constitution d'un Institut International pour l'Étude des Questions Minoritaires.
3. Le Syndicat des Journalistes Minoritaires et le Bureau de Presse des Congrès.
4. La déclaration de Berlin de l'Union des Minorités Nationales d'Allemagne.

La première question a été soulevée dans le discours d'inauguration prononcé par le dr. Wilfan, président du Congrès, qui a demandé que la S. d. N. délibère le problème minoritaire non seulement en tant que problème relevant de la procédure, mais également dans son ensemble: il a insisté qu'il ne suffisait pas de modifier la procédure, mais qu'il fallait étendre les traités minoritaires en vigueur, généraliser la loi minoritaire. A travers le long rapport de M. Estelrich, Catalan, sur cette question perceait une tendance nette de défendre les thèses allemandes. Selon le rapporteur, les ordres du jour votés à Madrid ne constituaient que le premier pas vers la révision et l'élargissement des tâches de la S. d. N. dans le domaine de la protection des minorités, qui pourtant devait être précédée par l'introduction dans le pacte de la S. d. N. des principes de la protection des minorités. L'orateur a pris à partie, à maintes reprises, l'attitude de M. Zaleski, ministre des affaires étrangères polonais, lors du débat minoritaire à la S. d. N.

Parmi les autres orateurs, mentionnons M. Motzkin, président du Conseil de la Protection des Minorités Juives (Juif de France) qui a rendu

hommage aux mérites de M. Stresemann qui avait inauguré le grand débat minoritaire à la S. d. N. et M. Paliiew (député ukrainien nationaliste à la Diète de Varsovie) qui a prétendu qu'il fallait traiter d'une manière différente les minorités réelles et les groupes nationaux qui constituent sur leur territoire une majorité, comme c'est le cas des Ukrainiens.

Ensuite a eu lieu un débat sur les tâches de la presse minoritaire (débat purement théorique). Au cours de ce débat, le représentant de la minorité lithuanienne de Pologne, M. Stąsis, a lu une déclaration, dite déclaration des Lithuaniens du territoire de Wilno, où il est dit que la population lithuanienne de ce territoire se trouve être dans la situation d'une minorité, bien qu'elle y constitue une majorité; cette situation très pénible n'a pas changé depuis 1925, époque de la précédente déclaration lithuanienne; aussi les Lithuaniens du territoire de Wilno désirent-ils coopérer à la solution du problème minoritaire en Europe, sans déterminer leur attitude vis-à-vis la question de Wilno, qui ne saurait être examinée à ce Congrès, étant donnés les principes admis par celui-ci.

Les débats au sujet du projet de la constitution d'un Institut International pour l'Étude des Questions Minoritaires et au sujet de la déclaration de Berlin ont eu lieu exclusivement aux séances des Commissions. La première de ces questions a été exposée dans un rapport de M. Ammende, Secrétaire Général, qui a développé l'idée que le Congrès de par sa nature n'était pas à même d'entreprendre d'études détaillées des problèmes particuliers, qu'il devait se borner à poser les problèmes, et tout au plus, à indiquer le sens de leur solution. L'Institut projeté serait donc investi de poursuivre ces études et il devrait se baser sur la coopération des majorités et des minorités nationales. Les problèmes devaient être étudiés au point de vue: 1) géographique et statistique, 2) philosophique et historique, 3) sociologique, 4) juridique (droit international et droit public), 5) économique, 6) psychologique et 7) pédagogique. Le rapporteur a demandé que le siège de l'Institut fût choisi de manière à garantir son indépendance absolue des minorités et majorités intéressées, mais en même temps qu'il fût pratiquement accessible à tous les intéressés (p. ex. Prague ou Vienne); le conseil de surveillance, placé à la tête de l'Institut, et composé de représentants des diverses nationalités, devrait garantir par sa composition le caractère strictement scientifique de l'Institut.

La déclaration de l'Union des Minorités Nationales d'Allemagne a trouvé un vif retentissement au Congrès. En dépit de la réalité,

M. Wilfan l'a reconnue conforme dans ses passages essentiels au point de vue adopté par les Congrès de Genève.

Il est caractéristique que dans les comptes rendus à l'usage de la presse, les paroles de M. Wilfan sur ce sujet ont été passées sous silence. Les débats proprement dits sur cette question ont été très animés, mais ils ont eu lieu aux séances de la Commission des Questions Minoritaires à huis clos. Les députés Naumann et Grünbaum de Pologne ont violemment désapprouvé cette déclaration, M. Grünbaum l'a qualifiée de „provocatrice“ ce qu'il a ensuite rectifié au cours d'un entretien, en expliquant qu'il a voulu dire „provocante“ et que cette erreur était due à sa connaissance insuffisante de l'allemand. A part les minorités slaves peu nombreuses numériquement, tous les membres du Congrès se sont opposés à cette déclaration, ce qu'il faut attribuer à son caractère nettement anti-irrédentiste. Cette controverse est extrêmement caractéristique pour apprécier la physionomie politique du Congrès. Deux Anglais éminents: Sir Willoughby Dickinson et M. F. Llewellyn Jones, député, chaleureusement salués par le Congrès, se sont placés cependant dans leurs discours à la séance d'inauguration du Congrès, à un point de vue qui concordait sensiblement avec les thèses de la déclaration de Berlin. En effet, Sir Dickinson a assuré que la plupart des minorités nationales tendaient à une coopération loyale avec les États dont elles ressortissaient et que les minorités déloyales étaient une exception. En passant à la question de l'enseignement, Sir Dickinson a dit que l'étude de la langue de la majorité nationale était utile pour les enfants eux-mêmes, parce qu'elle leur permettait de pénétrer l'esprit de la majorité nationale au sein de laquelle ils sont appelés à vivre.

M. Llewellyn Jones, représentant de la minorité galloise, a constaté qu'après des luttes séculaires la question galloise a trouvé sa solution. La langue galloise est employée dans l'administration publique, dans les écoles et dans la jurisprudence, partout où la population parle cette langue.

Dans la vie politique de la Grande Bretagne, il est difficile d'établir une différence entre Gallois et Anglais, car les uns et les autres travaillent avec le même dévouement pour le bien de leur État, ce qui s'explique par le fait que la nationalité distincte des Gallois est respectée par les Anglais.

Les deux discours, malgré qu'ils aient exprimé de la sympathie pour les minorités nationales, étaient pénétrés, du même ton, celui de la loyauté envers l'État, loyauté qui ne tolérât point de tendances susceptibles de nuire à l'intérêt de l'État.

M. FELIŃSKI

L'organisation et le développement du mouvement coopératif ukrainien en Pologne

Le mouvement coopératif ukrainien en Pologne est très développé, il progresse surtout depuis 1925, et il attire de plus en plus les larges masses paysannes qui manifestent un élan, pour ainsi dire, élémentaire à organiser leur vie économique sur les bases de la coopération. Ce phénomène extrêmement favorable est dû à l'effort collectif de toutes les organisations ukrainiennes, y compris les partis politiques dont l'apport contribue même à imprimer au mouvement coopératif ukrainien une forte nuance politique.

Les débuts du mouvement coopératif ukrainien en Pologne datent de 1880, lorsqu'un des premiers pionniers de l'idée coopérative au sein de la population ukrainienne, Vassile Nahirny, de retour de Suisse, a organisé à Lwow un centre coopératif, devant se transformer en 1883 en magasin de gros „*Narodna Torhovla*“. En quelques années ce magasin a groupé autour de lui environ 130 entreprises de commerce privées, mais bientôt il organisa ses propres dépôts coopératifs dans les villes et villages de l'ancienne Galicie Orientale, et déjà avant la guerre c'était une entreprise commerciale sérieuse. Pendant la guerre l'activité de la „*Narodna Torhovla*“ a été presque suspendue, mais elle reprend aussitôt la guerre terminée, et en 1923, la société modifie son statut de sorte à devenir une centrale des coopératives urbaines de consommation.

À côté de la „*Narodna Torhovla*“, il existait dès 1899 une Société coopérative „*Centrosoïouz*“ à Przemysl. Son activité se développait sur le terrain agricole et commercial (machines et instruments agricoles, graines, engrais, etc) et elle s'est étendue rapidement au-delà du district de Przemysl, ce qui a eu pour effet le transfert de son siège à Lwow, en 1911. Le „*Centrosoïouz*“ s'est transformé en 1924 en institution centrale de la coopération économique, agricole et de consommation.

En 1907, s'est formée une nouvelle société coopérative, „Union de la production laitière“: „*Maslosoïouz*“, à Stryj. Elle a contribué à développer non seulement la production du beurre, mais elle a exercé aussi

une influence heureuse dans le domaine de l'élevage. La guerre a enrayé pour longtemps l'activité du „*Maslosoïouz*“, laquelle n'a été reprise qu'en 1922.

Le mouvement coopératif dans le domaine du crédit, le mieux développé avant la guerre, date de 1890. A cette époque furent constituées en Galicie Orientale une série de caisses de crédit coopératives, et en 1898 une union centrale de ces coopératives fut fondée à Lwow, qui a pris le nom de „*Centrobank*“; elle évolua rapidement et en 1913 le nombre de ses membres dotés de la personnalité juridique distincte a atteint 906, dont les coopératives de crédit constituaient près de la moitié. La guerre et ses conséquences économiques ont détruit quasi totalement cette branche du mouvement coopératif. Elle est devenue la plus faible, tandis qu'elle avait été la plus vivace. Ce n'est que les deux dernières années qui apportent une amélioration dans ce domaine.

En vertu de la loi de 1903 sur le contrôle obligatoire des sociétés coopératives, une Union de contrôle fut constituée à Lwow, qui a entrepris un travail méthodique, de longue haleine, en vue de développer le mouvement coopératif ukrainien au point de vue de l'organisation. Après la guerre cette union reprend son activité sous le nom d'„Union de contrôle des coopératives ukrainiennes“ (abréviation R. S. U. K.).

En 1920 fut constitué à Lwow le „Comité Régional de l'Organisation des Coopératives“ (K. K. O. K.), ainsi que des comités locaux. En 1921, eut lieu le premier congrès coopératif à Lwow qui adopta comme programme d'activité l'organisation des sociétés coopératives rurales de commerce agricole et de consommation. Dès lors, le mouvement coopératif renaît rapidement, des „unions de district“ se forment, et le IV Congrès Coopératif en 1923 décide de créer une institution centrale de ces sociétés coopératives, une „union des unions de district“, le „*Centrosoïouz*“. Les conditions d'après-guerre ayant favorisé surtout la reprise de l'activité des coopératives de commerce agricole et de consommation, celles-ci sont arrivées à prendre le premier rang dans le mouvement coopératif ukrainien et elles détiennent ce rang encore aujourd'hui. Le développement du mouvement coopératif sur les territoires de l'ancienne Pologne russe ne date que d'après-guerre, aussi est-il assez faible par rapport au territoire de la Petite-Pologne Orientale bien qu'il accuse dernièrement une forte vitalité.

La structure de l'organisation du mouvement coopératif ukrainien est la suivante:

L'Union de contrôle des coopératives ukrainiennes (R. S. U. K.) constitue le degré supérieur; elle est l'organe central du mouvement coopératif ukrainien dans son ensemble, tandis que les branches parti-

Coopératives ukraïniennes dans les voïévodies de Volhynie, du Polesie et de Lublin

Voïévodie	District	au 1—I—1926		au 1—I—1927		au 1—I—1928	
		membres du R. S. U. K.	non- membres	membres du R. S. U. K.	non- membres	membres du R. S. U. K.	non- membres
Volhynie	Krzemieniec . .	10	8	17	9	18	23
	Dubno	4	7	6	10	10	11
	Łuck	1	1	4	8	8	11
	Zdolbunów . .	3	5	9	16	13	6
	Równe	2	4	3	2	4	8
	Kowel	2	—	4	4	4	20
	Horochów . .	2	2	4	17	7	31
	Włodzimierz .	—	—	—	2	1	5
	Luboml. . . .	—	—	—	—	—	4
	Kostopol . . .	—	—	—	—	—	1
	Total	24 (47,6%)	27 (52,4%)	47 (40,9%)	68 (59,1%)	65 (35,2%)	120 (64,8%)
		51		115		185	
Polesie	Brześć	—	1	1	1	3	3
	Kobryń	—	1	1	1	2	1
	Drohiczyn . .	—	—	—	—	—	2
	Prużany . . .	—	—	—	—	—	1
	Pińsk	—	—	—	—	—	1
	Sarny	—	—	—	—	—	1
	Kamień Koszyrski	—	—	—	—	—	11
	Total	—	2	2 (50%)	2 (50%)	5 (20,0%)	20 (80,0%)
		2		4		25	
Lublin	Tomaszów . .	—	—	—	3	4	7
	Hrubieszów . .	—	—	—	—	—	2
	Włodawa . . .	—	—	—	—	—	1
	Chełm	—	—	—	—	—	2
	Total	—	—	—	3	4 (25,0%)	12 (75,0%)
		—		3		16	
Total général		24 (45,3%)	29 (54,7%)	49 (39,0%)	74 (61,0%)	74 (32,7%)	152 (67,3%)
		53		226		226	

culières de ce mouvement sont soumises respectivement aux organes spéciaux, savoir:

Les coopératives de commerce agricole de consommation — au „Centrosoiouz“, les coopératives urbaines de consommation — à la „Narodna Torhovla“, les coopératives laitières de consommation — au „Maslosoiouz“, les coopératives de crédit — au „Centrobank“.

En dehors du R. S. U. K. demeuraient, au 1 janvier 1928, 23 coopératives, soit 7 p. c. du nombre total des coopératives ukraïniennes; ce sont surtout celles de l'anc. Pologne russe, où le mouvement coopératif ukraïzien manifeste une certaine répugnance à se subordonner au centre de Lwow. Au cours des deux dernières années, le R. S. U. K. a intensifié son activité sur ces territoires et, fin 1927, il a organisé un inspectorat à Luck. Dans quelques districts à population mixte de la voïévodie de Lublin, un Comité d'Organisation de Coopératives, spécialement constitué, propage l'idée de la coopération. Ces efforts ont eu pour effet d'animer sensiblement le mouvement coopératif surtout en Volhynie, mais les tendances séparatistes envers le R. S. U. K. persistent et même s'accroissent, comme il appert du tableau ci-contre (p. 145):

Si l'on envisage le rapport en pour cent, le nombre des coopératives membres du R. S. U. K. a été en 1926 de 45,3 p. c., et au 1 janvier 1928 il tombe à 32,7 p. c., tandis que le nombre des coopératives non affiliées d l'union de Lwow augmente constamment.

La situation est tout autre en Petite-Pologne Orientale, où le R. S. U. K. domine de plus en plus le mouvement coopératif ukraïzien. Le tableau ci-dessous permet d'établir la comparaison entre les territoires:

Année	Coopératives en Petite - Pologne Orientale			Coopératives ukraïniennes dans l'anc. Pologne russe		
	membres du R. S. U. K.	non membres	Total	membres du R. S. U. K.	non membres	Total
1.1 1927	1433	550 (27,6%)	2010	45	74 (60,1%)	123
1.1 1928	1906	475 (19,8%)	2415	70	152 (67,3%)	226

Il ressort de ce tableau que le nombre des coopératives ukraïniennes en Pologne augmente rapidement (de 508 en un an). Il convient d'ajouter que ce développement (de plus de 500 coopératives en moyenne par an) date depuis trois ans. Les organisateurs du mouvement tendent à créer une coopérative dans chaque village, ce qui présente pourtant l'inconvénient que ces coopératives sont des unités relativement faibles au point de vue économique. Tandis que le nombre moyen des membres

des coopératives en Pologne est de 272 par coopérative, cette moyenne pour les coopératives ukraïniennes n'est que de 126. Le montant moyen du bilan d'une coopérative en Pologne est de 67.000 zl., la moyenne pour les coopératives ukraïniennes n'est que de 8.000 zl.

En Petite-Pologne Orientale il fonctionnait au 1 janvier 1928, 91,4 p.c. de toutes les coopératives ukraïniennes, (94,2 p.c. au 1 janvier 1927), tandis qu'en anc. Pologne russe, le mouvement coopératif ukraïzien n'en est qu'au début de son développement, et comme le prouve l'augmentation du nombre des coopératives au cours des trois dernières années (53 — 123 — 226), il y trouve des conditions très propices.

Le centre idéologique de cette activité est le R.S.U.K. qui en tant qu'instance supérieure de contrôle, constitue en même temps le facteur de liaison et de coordination des efforts des différentes branches de coopération. Le nombre des coopératives-membres du R. S. U. K. qui croissait, bien qu'irrégulièrement, avant la guerre (de 134 en 1906 à 557 en 1912), a accusé dans les années d'après-guerre la même tendance. L'année 1924 a été une année de fléchissement, le nombre des coopératives n'ayant augmenté que de 0,7 p. c., ensuite il monte de 22,5 p. c. en 1925, de 46,7 p. c. en 1926, et de 33,4 p. c. en 1927, où il atteint 2014. Il convient d'en conclure que l'influence des conditions prospères (en 1926) ou défavorables (en 1924) de la situation économique et financière de la Pologne, joue un rôle décisif dans ce développement, abstraction faite de l'intensité des efforts déployés dans ce domaine par le R. S. U. K.

Quant aux types particuliers des coopératives ukraïniennes, leur état numérique respectif au cours des années 1925—28, comparé à celui de 1913 est illustré par le tableau (page 148).

Il résulte de ce tableau que le type des coopératives de crédit qui avait dominé avant la guerre (70,2 p. c. de toutes les coopératives ukraïniennes en 1913) a perdu du terrain au profit des coopératives de consommation (*Centrosoïouz*). Il faut en chercher la cause surtout dans les conditions économiques qui sont liées à la situation économique et financière du marché mondial d'après-guerre, et à la paupérisation de la population du fait de la guerre, ce qui, à son tour, a déterminé l'essor du mouvement coopératif de consommation, constituant sur les territoires, habités par les Ukraïniens petits propriétaires, une arme contre l'exploitation excessive des paysans par le commerce privé.

En mars 1929, a eu lieu à Lwow le VI Congrès régional de coopération qui a envisagé les possibilités d'animer le mouvement coopératif de crédit et voté des résolutions à ce sujet.

Parmi les types particuliers des coopératives, l'accroissement relati-

Membres du R. S. U. K. (coopératives):

Type de coopérative	État					Progrès en 1927	
	1.I 1913	1.I 1925	1.I 1926	1.I 1927	1.I 1928	en chiffres absolus	en ‰ ‰
Paysannes de consommation							
Centrosoïouz	—	1	1	1	1	—	—
Union de district des coo- pératives	—	16	26	27	34	7	25,9
Coop. du 1 degré	—	534	723	1125	1488	363	32,3
Total	90 ¹⁾	551	750	1153	1523	370	32,9
‰	16,1	65,7	73,0	76,4	75,6	73,2	—
Laitières de consommation							
Maslosoïouz	1	1	1	1	1	—	—
Coop. du 1 degré	44	58	107	188	287	99	52,6
Total	45	59	108	189	288	99	52,3
‰	8,1	7,0	10,5	12,5	14,3	19,6	—
Coop. de consommation dans les villes							
Narodna Torhovla	—	1	1	1	1	—	—
Coop. du 1 degré	—	19	26	28	42	14	50,0
Total	—	20	27	29	43	14	48,3
‰	—	2,4	2,6	2,0	2,1	2,8	—
Coopératives de Crédit							
Centrobank	1	1	1	1	1	—	—
Coop. du 1 degré	390	183	113	105	113	8	7,5
Total	391	184	114	106	114	8	7,5
‰	70,2	21,9	11,1	7,0	5,7	1,6	—
Autres (du 1 degré).	31	25	29	32	46	14	43,7
‰	5,6	3,0	2,8	2,1	2,3	2,8	—
Total	557	830	1028	1509	2014	505	33,4
‰	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	—

¹⁾ Nous manquons de données sur la répartition détaillée des coopératives.

État des coopératives ukrainiennes, membres du R.S.U.K. dans les voïévodies particulières.

Voïévodie de	N O M B R E D E S C O O P É R A T I V E S																				
	Paysannes de consommation				Laitières et laitières de consommation				de consommation (dans les villes)				de crédit		Autres						
	1.1.1927		1.1.1928		1.1.1927		1.1.1928		1.1.1927		1.1.1928		1.1.1927		1.1.1928						
	Centrales	Union des Coop. de district	1 degré	Centrales	Union des Coop. de district	1 degré	Centrales	Union des Coop. de district	1 degré	Centrales	Union des Coop. de district	1 degré	Centrales	Union des Coop. de district	1 degré	Centrales					
	1.1.1927	1.1.1928	1.1.1927	1.1.1928	1.1.1927	1.1.1928	1.1.1927	1.1.1928	1.1.1927	1.1.1928	1.1.1927	1.1.1928	1.1.1927	1.1.1928	1.1.1927	1.1.1928					
Lwów . . .	1	6	287	1	7	404	—	81	—	118	1	8	1	12	1	36	1	39	1	17	24
Stanisławów	—	8	345	—	10	432	1	69	1	94	—	10	—	11	—	29	—	30	—	10	12
Tarnopol . .	—	9	453	—	13	591	—	38	—	74	—	9	—	16	—	35	—	37	—	5	9
Total .	1	23	1085	1	30	1427	1	188	1	286	1	27	1	39	1	100	1	106	1	32	45
Volhynie . .	—	4	38	—	4	53	—	—	—	1	—	1	—	2	—	4	—	5	—	—	—
Polesie . .	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	—
Lublin . . .	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	—	4	39	—	4	59	—	—	—	1	—	1	—	3	—	5	—	7	—	—	—
Cracovie . .	—	—	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Total .	1	27	1125	1	34	1489	1	188	1	287	1	28	1	42	1	105	1	113	1	32	46 ¹⁾

1) Une coopérative dans la voïévodie de Varsovie.

vement le plus fort en 1927 (52,3 p. c.) est celui des coopératives laitières de consommation. Ce fait n'est point dépourvu d'importance, si nous envisageons les perspectives d'avenir de l'organisation des coopératives laitières („Masłosořouz“) qui déjà, à l'heure qu'il est, représente une production égale à $\frac{1}{4}$ de celle des beurrieres danoises, et ne leur cède que de bien peu en ce qui concerne la production des fromages. Le „Masłosořouz“ accuse des tendances à la spécialisation et déploie des efforts en vue de rendre ce type de coopératives indépendantes des coopératives paysannes de consommation, et notamment en créant auprès de celles-ci des sections laitières ainsi que des grandes laiteries régionales.

Parmi les voïévodies de la Petite-Pologne orientale, c'est celle de Lwow qui accuse l'accroissement le plus fort en p. c. du nombre des coopératives (40,1 p. c.). Un accroissement très fort est également à noter en Volhynie, dans la province de Polesie et dans la voïévodie de Lublin. Si l'on compare l'état des coopératives, membres du R.S.U.K., au 1 janvier 1928 aux données provisoires pour le I semestre de 1928, il en ressort que le nombre global des coopératives a atteint 2230, qu'il y a 215 coopératives nouvelles (11,3 p. c.) ce qui semble annoncer que l'accroissement en p. c. en 1928 sera quelque peu moindre qu'il n'a été en 1927 (33,4 p. c.). Le nombre des nouvelles coopératives paysannes de consommation est à peu près le même que celui de 1927 (183 coopératives), il en est de même pour les nouvelles coopératives laitières de consommation (43), dont cependant le rapport en p. c. à l'accroissement global des coopératives a presque doublé au cours de ce semestre (de 19,7 p. c. en 1927, à 37,7 p. c. en 1928).

Le plus faible est le progrès des coopératives de crédit, mais là également, au cours du I semestre 1928, l'amélioration est sensible (18 coopératives nouvelles, contre 8 nouvelles coopératives au cours de toute l'année 1927).

L'accroissement du nombre des membres, personnes physiques, des coopératives est proportionnel à celui des coopératives membres du R. S. U. K. (voir les chiffres page 151).

Remarquons que depuis 1922, le nombre moyen des membres d'une coopérative tend à diminuer, ce qui est dû au fait de l'augmentation continuelle du nombre des coopératives ukraïniennes, membres du R.S.U.K. Les chiffres ci-dessus illustrent en outre une crise dans le développement du mouvement coopératif ukraïzien en 1923—1925, ce qui prouve que la situation économique défavorable de l'État Polonais a eu une forte influence sur ce mouvement. En revanche, dès 1926, lorsque la situation économique en Pologne s'est raffermie, le mouvement coopératif ukraïzien

Année	Nombres des membres des coopératives	Accroissement en % par rapport à l'année précédente	Nombre moyen des membres par coopérative
1906	59.548	27,7	444
1907	79.550	33,6	441
1908	88.842	11,7	391
1909	108.398	22,0	356
1910	127.664	17,8	307
1911	165.293	29,5	323
1912	180.153	9,0	323
1921	166.371	—	287
1922	231.758	39,3	350
1923	232.334	0,2	278
1924	205.512	11,5	245
1925	150.949	26,5	166
1926	195.828	29,7	139
1927	235.482	20,2	128

accuse un progrès remarquable. Voici quels sont les éléments sociaux groupés dans les coopératives, membres du R. S. U. K., au 1 janvier 1928:

Agriculteurs .	194.941	soit	84,7%
Employés . .	13.854	„	6,0%
Artisans . .	5.856	„	2,6%
Ouvriers . .	4.747	„	2,1%
Autres . . .	10.602	„	4,6%

Parallèlement aux progrès de l'organisation du mouvement coopératif ukrainien, nous constatons le développement de sa puissance financière, bien qu'elle soit très inférieure à celle des autres coopératives en Pologne. Au cours de 1927, l'avoir des coopératives ukrainiennes a augmenté de 2.330.569 zl. c.-à-d. qu'il s'exprime actuellement par la somme de 5.996.804 zl. Cet avoir se compose, en premier lieu des immeubles (maisons et terrains à bâtir) ce qui le préserve de la dévalorisation éventuelle, mais ce qui présente l'inconvénient de diminuer les fonds disponibles. Le capital propre constitue un quart du fonds de roulement, les $\frac{3}{4}$ sont des capitaux étrangers.

Le tableau ci-dessous permet de se rendre compte de l'accroissement du fonds de roulement:

Année	Montant global des fonds	Capitaux propres	%	Capitaux étrangers	%	Rapport des capitaux propres aux capitaux étrangers
1925	8.757.319,43	2.217.481,03	25,3	6.539.383,45	74,7	1 : 2,9
1926	14.154.026,03	3.666.235,43	25,9	10.487.790,60	74,1	1 : 2,9
1928	23.352.914,19	5.996.804,59	25,7	17.356.109,60	74,3	1 : 2,9

L'activité du R. S. U. K. (Union de Contrôle des Coopératives Ukraïniennes), qui prouve une grande énergie et un élan considérable dans le domaine de l'organisation, tend à créer, sur les territoires polonais, habités par les Ukraïniens, les bases d'une organisation économique s'appuyant sur les propres forces de cette population. Ces tendances ont trouvé leur expression à l'assemblée générale du R. S. U. K. réunie à Lwow le 14 mars 1929.

* * *

Le nombre des coopératives ukraïniennes en Volhynie a été au 1 juillet 1929 — de 295. La comparaison des chiffres pour 4 années successives:

au 1 janvier 1926 —	51
au 1 janvier 1927 —	105
au 1 janvier 1928 —	185
au 1 juillet 1929 —	295

illustre bien la thèse que le mouvement coopératif ukraïzien en Volhynie traverse une période de développement très intense. Parmi les 295 coopératives existantes, 186, soit 64 p. c., sont affiliées au R. S. U. K. (Union de Contrôle des Coopératives Ukraïniennes) de Lwow. Quelques-unes de celles qui restent font partie de l'Union de Contrôle des Coopératives Agricoles de Łuck ou de l'Union analogue de Varsovie: la majorité, cependant, sont des coopératives indépendantes de toute „union de contrôle“.

Cet état de choses prouve qu'un changement considérable est survenu en ce qui concerne l'attitude du mouvement coopératif de Volhynie vis-à-vis le R. S. U. K. au profit de cette Union. En effet, les chiffres respectifs pour les années précédentes témoignent d'une situation totalement différente. Vers la fin de l'année 1925, 47,6 p. c. des coopératives ukraïniennes de Volhynie étaient affiliées au R. S. U. K., en 1926—40,9 p. c., en 1927—35,2 p. c., donc le nombre des coopératives membres du R.S.U.K. allait en décroissant en Volhynie. La situation a changé, comme il ressort des chiffres ci-dessus, à partir du moment où un inspectorat du R. S. U. K. a été organisé à Łuck vers la fin de 1927; les travaux de cet inspectorat ont donné, dans un laps de temps relativement bref, des résultats très appréciables.

En dehors des coopératives du 1-er degré, il existe en Volhynie 3 unions de coopératives: à Dubno, à Krzemieniec et à Ostróg.

Les plus nombreuses sont les coopératives de consommation (267) comptant 12.000 membres; viennent ensuite les coopératives de crédit

(19) avec 9.000 membres environ, et enfin les coopératives de type industriel et commercial (9) groupant environ 700 membres. Les plus puissantes sont, comme on le voit, les coopératives de crédit comptant en moyenne environ 450 membres par coopérative. Elles disposent d'un capital social d'à peu près 218.000 zl. soit de 11.500 zl. par coopérative en moyenne.

T. K.

La question de la réforme de la procédure du droit minoritaire dans la conception allemande

Bien que toute la campagne minoritaire, entreprise par les Allemands, ait abouti à un échec de leurs thèses, ils ne ménagent point leurs efforts pour la faire sortir de l'impasse actuelle. Ils s'évertuent à fabriquer articles sur articles dans leurs bureaux de presse, spécialement chargés de cette tâche, sans que cette littérature arrive à enrichir le débat minoritaire de quelque élément nouveau. Cependant un article mérite d'être mentionné, qui a paru dans la revue „*Allgemeine Rundschau*“ de Munich (No 38 du 21 septembre 1929). Il est intitulé: „*Zur Verfahrensreform des Minderheitenrechts*“; l'auteur, M. Görden de Genève fait preuve d'une connaissance parfaite de son sujet.

La première partie de l'étude de M. Görden est consacrée à la question de la position, insuffisante suivant les auteurs allemands, faite aux minorités dans le droit international. M. Görden combat la thèse de ceux qui prétendent que le sort des minorités serait meilleur du seul fait de leur avoir reconnu la qualité de sujet du droit international, c.-à-d. la faculté de se présenter directement, devant le Conseil de la S. d. N. en tant que partie dans le procès, et non, comme cela a lieu jusqu'à présent, par l'entremise d'un membre du Conseil. Il estime que le problème doit être posé dans un plan plus large.

Les traités minoritaires actuels ne reconnaissent pas aux minorités la qualité de sujet du droit international, („*Völkerrechts-Subjektivität*“). L'auteur est d'avis que cet état de choses ne peut empêcher les tendances à conquérir pour les minorités cette qualité de sujet du droit international, en dépit de la thèse différente, et juste encore aujourd'hui au point de vue juridique, qui affirme que le droit international ne reconnaît que les États en tant que sujets du droit. Il constate ensuite que rien n'empêche de développer la science du droit international dans le sens de lui faire reconnaître à d'autres unités, non seulement aux États, la qualité de plaideur dans le domaine du droit international. En tendant vers ce but, il convient de chercher des définitions nouvelles dans les réformes juridiques de caractère supernational, ce qui correspond au droit naturel et à la morale chrétienne.

Les mots „droit minoritaire“, dans leur sens profond, historique et philosophique, signifient, suivant M. Görgen, la lutte non pour les formalités juridiques, mais pour la reconnaissance des droits humains vis-à-vis de la volonté omnipotente, à l'heure qu'il est, de l'État. C'est un duel entre la vie individuelle des personnes et des groupes particuliers et l'État souverain. C'est une lutte entre l'esprit et la matière, une lutte pour les principes de la morale, en dernière instance, et dans cette lutte le Christ se place dans le camp des opprimés, il sauve l'âme de l'individu des tourments du purgatoire de l'État. Le but de tout droit, national ou international, est l'individu et rien que lui, l'homme et non l'État, notion abstraite.

Après une telle introduction, M. Görgen constate que le droit international est entré, au cours de la dernière période de trente ans, dans une phase de transformations profondes. Les droits et les devoirs des individus et des unions d'individus envers l'État doivent être basés, au point de vue international, sur un principe nouveau. L'ancienne théorie de la souveraineté de l'État a perdu les bases de son existence. Le droit international ou supernational doit régler également la vie individuelle internationale, soit la vie de ceux qui sont les éléments des États. L'interprétation allemande du droit a reconnu que les droits des personnes particulières se laissent déduire directement des traités et des accords. Il n'existe point de raison de traiter sous un angle différent le droit minoritaire. La structure même de la S. d. N. comporte une sérieuse limitation de fait de la souveraineté des États. Bref, la voie est ouverte qui mène à concéder aux minorités la qualité de sujet du droit international.

La commission minoritaire de l'Union des Associations pour la S. d. N. s'est engagée dans la direction de reconnaître aux minorités le droit d'adresser au Conseil de la S. d. N. une plainte directe et de leur permettre de défendre leurs droits devant le Conseil au cours d'une procédure contradictoire. Suivant ce projet, les minorités jouiraient, sur le même pied que les États, de la faculté de plaider. „Il va de soi dit M. Görgen — que chaque minorité ne saurait se présenter devant le Conseil en tant que partie dans une affaire, mais qu'il faut trouver une formule du droit international qui permette une telle solution d'un procès de ce genre“. Suivant l'auteur, la reconnaissance de la qualité de sujet du droit international aux minorités organisées d'Europe, c.-à-d. à leur Congrès, serait une forme adéquate.

Ce congrès devrait constituer un organe doté d'un tel caractère de droit international. Il serait alors possible que le président du Congrès plaidât devant le Conseil de la S. d. N., en tant que partie adverse,

contre chaque État inculpé, au nom de toute minorité lésée dans ses droits. L'avantage d'une telle procédure serait que l'organe du Congrès tendrait, dans son propre intérêt, de poser la question dans le plan juridique et non dans le plan politique. En outre, une telle procédure n'engagerait d'aucune manière la dignité nationale des États intéressés. Le président du congrès négocierait personnellement avec des ministres étrangers, réunis à Genève, et ce n'est que dans le cas d'un échec des négociations qu'il soumettrait la plainte de la minorité intéressée à une séance à huis clos du Conseil. Si celle-ci n'aboutissait pas à un résultat concret, le président, en tant que représentant de la partie minorité, devrait avoir la faculté de présenter l'affaire à une séance publique. C'est là une mesure de pression morale qui contraindrait le représentant de l'État à chercher un compromis à la séance à huis clos du Conseil.

La procédure minoritaire actuelle de la S. d. N. est, de l'avis de M. Görden, une procédure qui a causé plus de préjudices que de profit aux minorités. Tous les changements de la procédure, ajoute-t-il, n'apporteront aucune amélioration, si le Conseil de la S. d. N. ne dispose pas d'un moyen d'exécuter ses décisions.

Dans la dernière partie de son étude, M. Görden envisage les solutions possibles du problème minoritaire. Il en énumère plusieurs. La première — c'est la persécution d'une minorité en vue de l'assimiler à la majorité, ce qui, en règle générale, va de pair avec le centralisme national. La S. d. N. ne saurait tolérer une telle solution qui ne manquerait pas d'attiser une révolution européenne et des guerres. La seconde solution — c'est l'idée des États-Unis d'Europe. Mais c'est là un but trop éloigné pour l'envisager comme solution pratique du problème minoritaire. La possibilité d'une troisième solution est créée par les traités minoritaires; dans les cadres de ceux-ci le problème minoritaire est susceptible d'être résolu, à condition cependant que la procédure soit modifiée dans le sens sus-indiqué.

Une quatrième solution, motivée d'ailleurs d'une manière assez obscure par M. Görden, est la suivante: il faudrait trouver l'expression d'une synthèse du droit public et du droit international dans une commission autonome de la S. d. N., qui à l'instar de la commission de la Sarre, serait dotée du pouvoir législatif et exécutif pour une période déterminée et qui serait constituée suivant le système des tribunaux d'arbitrage. Les décisions de cette commission auraient la force de la loi. Elle serait composée de 5 juges, dont 2 seraient nommés par les gouvernements intéressés et 3 seraient élus indirectement par les habitants du territoire minoritaire en question parmi les nationalités neutres. L'un de ces arbitres neutres, nommé par le Conseil de la S. d. N., présiderait

la commission. Celle-ci serait responsable uniquement devant le Conseil de la S. d. N. qui aurait la faculté de révoquer les membres de la commission.

Grâce à une telle procédure, on éviterait une „humiliation“ de l'État intéressé vis-à-vis du Conseil de la S. d. N. en séance publique.

Une dernière solution serait de constituer auprès du Secrétariat Général de la S. d. N. une commission minoritaire permanente, en vue de mettre le Conseil de la S. d. N. à même d'apprécier justement le problème minoritaire. Une telle commission, constituée à l'instar de la Commission des mandats, aurait pour tâche d'étudier les plaintes et les injustices, commises à l'égard des minorités par leurs „*Gaststaaten*“, etc. Ce serait une des Commissions les plus importantes de la S. d. N., appelées à collaborer à l'oeuvre de la pacification de l'Europe.

L'auteur conclut qu'il est difficile de traiter le problème du point de vue exclusivement juridique, les problèmes minoritaires étant du domaine politique. Il importe cependant de tendre à trouver la solution juridique du problème. La politique est dynamique, le droit est statique. Grâce aux traités, le droit minoritaire du plan politique est passé dans le plan juridique. Si, aujourd'hui, la politique des États s'efforce à l'entraîner de nouveau dans l'orbite de la politique, c'est du faux-monnayage du droit public. Le mot d'ordre dans le domaine du problème minoritaire doit être: Au-delà de la politique, en deçà du domaine du droit! „Ce n'est point une question de peu d'importance que la Cour Permanente de Justice Internationale de la Haye ne soit plus saisie des problèmes minoritaires dans l'avenir que comme de purs problèmes de droit“ — conclut l'auteur.

L'article que nous avons résumé émane des milieux catholiques allemands; il constitue une tentative—pas toujours assez claire—d'indiquer des voies nouvelles du développement du problème minoritaire, conformément à la conception allemande. Il est remarquable d'une part parce qu'il vise à transmettre l'ingérence réelle dans les problèmes minoritaires sur le terrain de la S. d. N. à un facteur qui serait l'instrument le plus sûr de la politique allemande — le congrès minoritaire. C'est encore une tentative de consolider l'institution du Congrès, dont le rôle faiblit d'année en année.

D'autre part, l'article est pénétré d'une tendance à régler au point de vue juridique le problème minoritaire sur des bases du droit international, absolument différentes de celles actuellement en vigueur. Suivant cette conception, les minorités nationales acquéreraient, directement ou indirectement, par l'entremise du Congrès, le caractère juridique de sujet du droit international.

Ces tendances, que la science allemande s'efforce d'inculquer dans la littérature internationale, devraient être combattues par les experts en droit international des autres nations européennes.

Chronique

L'Agence Juive

L'un des membres éminents du Comité Exécutif Mondial de l'Organisation Sioniste, dans son discours lors de l'inauguration solennelle de l'„Agence Juive“ à Zurich, le 11 août 1929, a défini la constitution de l'„Agence“, comme avènement d'une ère nouvelle de l'histoire des Juifs. La première ère de la conscience nationale a duré 16 ans (1881—1897), elle est connue sous le nom de celle des Amis du Sion, son créateur est Léon Pinskier. La deuxième ère, celle du Sionisme, a duré 32 ans (1897—1929), est due à l'initiative de Théodore Herzl; enfin, la troisième commence le 11 août 1929, grâce aux efforts du dr. Chaim Weizman; elle peut être appelée ère du „Panjudaïsme“.

Étant donnée l'importance attribuée à la constitution de l'Agence Juive par les leaders juifs des divers pays, il convient de retracer l'histoire de sa genèse et de sa réalisation.

Le 24 juillet 1922, le Conseil de la S. d. N. a confié à la Grande Bretagne l'administration de la Palestine sur les bases établies dans le texte du mandat spécial. Voici le passage qui se rapporte à l'„Agence Juive“:

Art. 4 du Mandat: „L'Agence Juive convenable, la „Jewish Agency“ sera reconnue en tant qu'institution de droit public, dont la tâche sera de conseiller et de coopérer avec l'administration de

la Palestine dans le domaine des questions sociales, économiques et autres, qui intéressent l'organisation de la Résidence Nationale Juive et les intérêts de la population juive en Palestine, ainsi que l'assistance et le concours dans le développement du pays sous le contrôle de l'administration de la Palestine“.

„L'Organisation Sioniste — tant que son régime et sa constitution seront considérés comme convenables par le Mandataire — sera reconnue en tant qu'„Agence Juive“. Elle devra entreprendre, de concert avec le Gouvernement britannique, des mesures en vue de s'assurer la coopération de tous les Juifs désireux de collaborer à l'oeuvre de l'organisation de la Résidence Nationale Juive“.

L'art. 4 impose donc à l'Organisation Sioniste le devoir de se gagner le concours des autres camps juifs dans l'„Agence Juive“. Des ordres du jour ont été votés dans ce sens par le XIII-e Congrès en 1923 et par le XIV-e Congrès en 1925, réunis à Vienne.

L'ordre du jour adopté par le XIV-e Congrès a servi de base pour entamer les négociations avec les non-sionistes et pour l'extension de l'„Agence Juive“; cet ordre du jour comporte les postulats suivants: 1) l'intensification de l'immigration en Palestine, 2) le rachat des terrains, en tant que propriété nationale, 3) la colonisation agricole, basée sur le

travail juif, 4) la langue et la culture hébraïque.

Les négociations ayant pour objet l'extension de l'„Agence Juive“ auxquelles présidaient M. Weizman au nom de l'organisation sioniste, et feu Louis Marshall, anc. Président de l'„*American Jewish Committee*“ ont abouti le 17.1.1927 à une entente où la concordance des opinions a été constatée au sujet „de l'opportunité et de la possibilité de constituer l'„Agence Juive“ conformément aux principes exposés dans le Mandat et les directives établies par les ordres du jour du XIV-e Congrès Sioniste“.

Comme effet de l'entente, une „Commission Unifiée de la Palestine“ (Joint Palestine Survey Commission) a été constituée pour étudier les perspectives économiques de la Palestine. Faisaient partie de cette commission: Lord Melchett, le dr. L. K. Frankel, M. Félix A. Warburg et M. Oscar Wasserman, directeur de la „Deutsche Bank“. La Commission a délégué de nombreux experts en Palestine et ceux-ci au cours de leur séjour prolongé en Palestine, ont étudié les conditions économiques, surtout au point de vue de l'immigration et de la colonisation. Les résultats de ces études ont été publiés en juin 1928. La Commission a voté à l'unanimité une série de recommandations et de remarques sur les conditions de l'immigration, devant être dirigée par l'„Agence Juive“, au sujet de la liberté d'immigration, de l'exploitation individuelle et coopérative, de l'industrie, de l'éducation nationale, de l'hygiène publique, du travail et des finances. Après la publication du rapport et des recommandations de la Commission de la Palestine, en juillet 1928 a eu lieu à Berlin une réunion spéciale du Comité Exécutif de l'Organisation Sioniste (Actions Committee) qui, après avoir introduit une rectification de principe dans le rapport de la Commission de la Palestine quant à l'indépendance du Fonds National (Keren Kajemeth Le Israel), a dé-

cidé la constitution de l'„Agence“ sur la base de cinq principes fondamentaux, à savoir: le travail juif, la langue hébraïque, la nationalisation de la terre, la définition des formes de la colonisation par les colons eux mêmes, enfin l'intensification de l'immigration juive. L'Actions Committee a invité le Comité Exécutif à mener à bonne fin les négociations avec les populations juives des pays particuliers sur la base de ces principes.

En octobre 1928, une Conférence des Juifs Américains non-sionistes, réunie à New-York, a résolu d'accéder à l'„Agence“. La conférence a investi le comité d'organisation composé de 7 membres d'élire et de nommer les membres non-sionistes du Conseil de l'Agence Juive parmi les Juifs des États-Unis de l'Amérique du Nord à condition: 1) que 50 p. c. des mandats au Conseil et au Comité Exécutif de l'Agence soient attribués aux non-sionistes et 50 p. c. à l'organisation sioniste (principe Fifty-Fifty), 2) que parmi les mandats non-sionistes, 40 p. c. soient attribués aux Juifs d'Amérique, 3) que les membres du Conseil et du Comité Exécutif de l'Agence puissent voter par l'intermédiaire de leurs suppléants (principe „proxy“).

Le 3 novembre 1928, les représentants de l'organisation sioniste sont définitivement tombés d'accord avec le Comité d'Organisation non-sioniste. Le 20 novembre, Louis Marshall a adressé au Président de l'Organisation Sioniste, M. Weizman, deux mémoires: dans le premier a été constaté l'assentiment à accéder à l'Agence, dans le second a été suggérée l'idée de gagner l'approbation du Gouvernement Britannique pour étendre l'Agence ainsi que la demande d'annuler l'ordre du jour du Congrès Sioniste de 1925 sur le caractère provisoire de l'extension de l'Agence Juive.

En décembre 1928, l'Actions Committee a pris définitivement acte des observations de Louis Marshall, et recommandé au Comité Exécutif de l'Organisation

Sioniste de convoquer l'„Agence Juive“ aussitôt après la clôture du XVI-e Congrès Sioniste à Zurich.

En même temps a été initiée au sein des groupements non-sionistes des pays européens une activité en vue de les faire accéder à l'Agence. Dans les pays particuliers des conférences d'organisation se sont réunies à cet effet; elles ont procédé à l'élection des délégués à l'Agence.

En Angleterre, la conférence tenue en avril 1929 à Londres et présidée par M. D'Avigdor Goldsmith, Président du Board of Deputies, a élu 6 membres anglais non-sionistes; à Berlin, le 26 juin 1929, la conférence présidée par M. Oscar Wasserman, a élu 6 délégués et 12 suppléants, à Prague, le 23 juin 1929, 2 délégués et 4 suppléants ont été élus. Dans les autres pays tantôt les représentants des communes religieuses (Roumanie), tantôt d'autres institutions (Suisse, Afrique du Sud) ont élu les délégués à l'Agence. En Pologne, la Commission, convoquée par le Comité Exécutif de l'Organisation Sioniste Mondiale de Londres, a créé un Comité d'Organisation en vue de l'extension de l'Agence Juive. 38 personnes des milieux non-sionistes des 12 villes principales de Pologne ont déclaré leur accession à ce comité.

Le 23 juin 1929, le comité d'organisation a décidé la convocation de 3 congrès régionaux à Varsovie, à Lwow, et à Cracovie, en vue d'élire 12 membres et 24 suppléants au Conseil de l'Agence Juive. Furent invités aux congrès les membres des conseils des communes religieuses, ainsi que les conseillers municipaux et les échevins, enfin les „personnes jouissant de la confiance des larges masses de la population juive“.

Le 7 juillet 1929, il a été procédé en Pologne aux élections des membres non-sionistes de l'Agence Juive (14 membres, 28 suppléants).

En outre font partie de l'Agence Juive les non-sionistes: d'Amérique (44), d'Afri-

que du Sud (1), d'Angleterre (7), de France (4), de Grèce (1), de Tchécoslovaquie (3), de Yougoslavie (1), d'Egypte (1), de Bulgarie (1), de Lithuanie (1), de Palestine (6), de Roumanie (6), de Suisse (1), d'Allemagne (7), d'Italie (1), de Hongrie (1), et 13 délégués d'autres pays. Le Conseil de l'Agence Juive se compose de 112 délégués sionistes, élus par le XVI Congrès Sioniste.

Le 11 août, aussitôt après la clôture des débats du XVI Congrès Sioniste a eu lieu à Zurich la séance d'ouverture du Conseil de l'Agence Juive, en présence de tous les délégués et de nombreux invités (plus de 2.500).

Plusieurs allocutions furent prononcées, entre autres ont pris la parole M. Dinichert, au nom du gouvernement suisse, M. de Fries, au nom de la S. d. N., M. Herbert Samuel, anc. Haut-Commissaire en Palestine, le Prof. Albert Einstein, M. Léo Blum, leader du parti socialiste français, M. Louis Marshall, Président du „Jewish American Committee“, M. Oscar Wasserman, directeur de la „Deutsche Bank“, M. Szalom Asz, Lord Melchet. Les organisateurs de l'Agence ont insisté sur le fait qu'au sein de l'Agence son représentés: l'idéalisme, l'enthousiasme, la religion, la science, la volonté, la compétence, le travail et le capital.

Au cours de la première séance M. Félix Warburg et lord Melchet ont remis à M. Weizman deux chèques pour la somme de un million de dollars destinés au rachat de la terre en Palestine. Le Conseil de l'Agence a tenu six séances. Le Dr. Weizman a lu un rapport politique sur les tâches de l'Agence Juive qu'il a exposées comme suit:

1) L'Agence Juive doit définir ses rapports avec la puissance mandataire.

2) L'Agence Juive doit prendre des mesures en vue de terminer le catastrophe des terrains en Palestine, afin que soient attribués aux Juifs les terrains qui leur sont dûs en vertu du mandat

3) L'Agence Juive doit procéder au rachat des terrains sur une vaste échelle, en vue d'assurer la continuité du mouvement de colonisation.

4) L'Agence Juive doit s'appliquer à l'oeuvre d'une colonisation intense, veiller à assurer l'affluence du capital juif à occuper des ouvriers juifs et à constituer un réseau d'habitations ouvrières juives autour des colonies juives, afin de faciliter la concurrence avec les Arabes.

5) L'Agence Juive doit élaborer un programme détaillé de colonisation pour une période de 5 ans. Suivant ce programme, il doit être établi en Palestine 20.000 colons par an, en opérant la répartition de ce nombre suivant les branches particulières de travail.

Ensuite la réunion plénière du Conseil a voté une série d'ordres du jour, dont voici les plus importants:

Considérant que la Grande Bretagne s'est engagée par la déclaration Balfour à créer une résidence nationale juive en Palestine,

considérant que la déclaration historique de Balfour a été adoptée par la S. d. N. et le parlement des Etats-Unis,

considérant qu'en vertu des stipulations du mandat de Palestine, l'Agence Juive a été constituée en tant qu'institution du droit public, ayant pour tâche de coopérer avec la puissance mandataire dans le domaine de tous les problèmes intéressant la restauration de la Résidence Nationale en Palestine,

considérant que la Grande Bretagne a exprimé son consentement à étendre l'Agence Juive en vue de lui permettre de représenter tous les Juifs,

considérant que l'Organisation Sioniste de concert avec les représentants des non-sionistes constituent l'Agence Juive étendue,

Le Conseil de l'Agence Juive décide à l'unanimité d'exprimer sa joie à l'occasion de l'union opérée de toute la Nation d'Israël en vue de la restitution de la Résidence Nationale Juive,

et d'adresser un appel aux Juifs du monde entier d'adhérer à la sainte cause.

En exprimant sa gratitude envers la Grande Bretagne à cause de la déclaration Balfour, le Conseil de l'Agence Juive espère que la puissance mandataire coopérera avec l'Agence Juive à l'oeuvre de la réalisation entière du but grandiose, conformément à la déclaration Balfour et au mandat de Palestine.

L'Agence Juive s'adresse en même temps à la puissance mandataire en l'invitant à mettre en vigueur les stipulations que comporte le statut de l'Agence, ainsi qu'à prendre des mesures visant au développement de la Résidence Nationale Juive et au bien-être des habitants de l'Erec Israël.

Le Conseil de l'Agence Juive approuve les résolutions votées par le XVI-ème Congrès Sioniste et invite le Comité d'Administration de l'Agence à examiner minutieusement celles-ci.

Le Conseil de l'Agence Juive autorise le Comité d'Administration et le Comité Exécutif de l'Agence Juive à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faciliter l'accession et la coopération avec l'Agence à toutes les organisations juives qui, pour le moment, se trouvent en dehors de l'Agence.

Il convient de mentionner que conformément au statut, l'Agence se compose de 3 organes dirigeants: le Conseil qui se réunira tous les 2 ans, le Comité d'Administration (40 membres) ainsi que le Comité Exécutif. Le Président de l'Organisation Sioniste est en même temps chargé des fonctions de président de l'Agence Juive. L'Agence est à même d'abroger cette décision par les $\frac{3}{4}$ des voix de tous les membres; en outre est admissible le vote par l'intermédiaire d'un suppléant. Le „Keren Hajesod“ est l'organe financier de l'Agence. Le budget de l'Agence est de 750.000 livres sterling, dont 60 p. c. seront versés par les membres non-sionistes des Etats-Unis d'Amérique.

A la dernière séance il a été procédé aux élections des organes directeurs de l'Agence. M. Edmond de Rotschild a été élu président honoraire, M. Ch. Weizman — président, M. Louis Marshall et lord Melchett — présidents du Conseil de l'Agence Juive, M. Félix Warburg — président du Comité d'Administration. Ensuite ont été élus 40 membres du Comité d'Administration: 20 sionistes et 20 non-sionistes.

Alexandre Hafftko

Allemagne

Le „Deutsche Ausland-Institut“ de Stuttgart¹⁾

Le „Deutsche Ausland-Institut“ de Stuttgart a publié le compte rendu de son activité en 1928, étayé des données statistiques, illustrant le développement de l'Institut. Les résolutions prises par le Conseil scientifique de l'Institut ont trait à la nomination aux chaires des universités et aux fonctions administratives du Reich des savants allemands de l'étranger, et l'aide matérielle à apporter aux Allemands de mérite, résidant à l'étranger. Le budget du Ministère des Affaires Étrangères du Reich et du Ministère de l'Intérieur ont été critiqués, comme assurant des fonds insuffisants pour l'assistance aux Allemands de l'étranger. Le compte rendu renferme des données intéressantes sur la préparation des étudiants et instituteurs allemands en vue de leur activité parmi les Allemands à l'étranger. Une bourse pour les étudiants de l'étranger a été fondée à Tübingen.

¹⁾ Institut des Allemands de l'Étranger

Lithuanie

Ecoles primaires polonaises en Lithuanie au début de l'année scolaire 1929-1930

En 1927-1927, ayant la fameuse circulaire du ministre Šabenis (interdiction de fréquenter les écoles polonaises privées aux enfants des personnes portées dans leurs passeports, contre leur gré, comme Lithuanien) il y avait en Lithuanie 74 écoles polonaises, avec 90 instituteurs et avec 4089 élèves. En 1927-28 15 écoles avec 987 élèves cessèrent automatiquement de fonctionner, en vertu de cette circulaire contredisant les engagements pris à Genève en 1925 par le ministre actuel des Affaires Étrangères M. Zaunius, alors délégué de la Lithuanie à la S. d. N. Il ne fonctionne actuellement que 20 écoles avec 22 instituteurs et 544 élèves, même dans les écoles qui n'ont pas été fermées le nombre des élèves est tombé: à Rosienie — de 68 à 24, à Lopie — de 66 à 10 etc. En 1928-29 la Société „Pochodnia“ a demandé l'agrément d'instituteurs destinés à 78 écoles primaires; seulement 22 instituteurs (17 écoles) ont été agréés. Au cours de l'année scolaire, le Ministère de l'Instruction Publique a fermé 4 de ces écoles, pour des prétextes divers, de sorte qu'il n'en reste que 10, trois n'ayant pu être ouvertes pour la raison que tous les parents étaient inscrits dans leurs passeports comme Lithuanien. Au début de l'année scolaire 1929-30, la Société „Pochodnia“ disposait de 10 instituteurs, agréés l'an passé par le Ministère de l'Instruction Publique, et de 15 candidats dont seulement 5 ont été agréés, malgré que tous eussent possédé les certificats requis. En conséquence, il n'a été ouvert que 11 écoles (dont 2 à Kowno) sur un nombre de 20.000 enfants polonais d'âge scolaire en Lithuanie. A Kowno, où la population polonaise atteint 30 mille âmes, où il y a environ 3 mille enfants

polonais, il n'y a que 2 écoles polonaises privées. Dans tout le district de Kowno il n'y a en outre qu'une seule école polonaise. Dans toute une série de communes, comptant plus de 75 p. c. et plus de 50 p. c. de Polonais, il n'existe aucune école polonaise. Dans tout le district de Kiejdany—pas une seule, dans celui de Poniewież — une seule école. Dans le district de Troki-Kosztedary où les Polonais sont en majorité (commune de Jewje—plus de 75 p. c.)—aucune école polonaise. Le gouvernement lithuanien affirme qu'il existe en dehors des écoles polonaises privées, des écoles publiques polonaises (interview du Ministre Šabėnis publiée par le „*Musa Rytujus*“), mais on n'a jamais pu s'informer, où elles fonctionnaient — les noms des localités et la répartition de ces écoles sont un secret d'État. 11 écoles municipales à Kowno sont rangées parmi les écoles polonaises, bien que seulement dans 2 de ces écoles sont enseignés en polonais la langue polonaise et le catéchisme. Dans les autres, dites polonaises, la langue polonaise n'est tolérée qu'au cours de la première année d'enseignement pour permettre aux élèves de s'entendre avec les instituteurs, tant que les enfants n'auront pas acquis une notion élémentaire du lithuanien. La lutte contre les écoles polonaises en Lithuanie se poursuit donc d'une manière systématique. Le nombre actuel de ces écoles couvre seulement 1/40 des besoins réels de la population polonaise: au lieu de 400 écoles, il n'y en a que 11.

Ukraine Soviétique

Les arrestations en masse des intellectuels ukrainiens

Les arrestations opérées par le „*Guépéou*“ parmi les intellectuels ukrainiens ont pris des proportions très importantes, (plus de 200 personnes à Kiev et 2000

en province), ce qui témoigne de leur caractère politique éminent. La circonstance est remarquable que les personnes emprisonnées ne sont liées à aucune activité politique, mais que ce sont surtout des pionniers de culture et des savants, dont plusieurs membres de l'Académie Ukraïnienne à Kiev, les professeurs Iefremow, Krymsky, Hermaize, Khododny, Šarko, Hantzow, philologue éminent, Maïkowsky, directeur des Archives Centrales, etc. Ont été arrêtés en outre plusieurs évêques et ecclésiastiques de l'Eglise Ukraïnienne autocéphalique avec M. Vladimir Čekhivsky, président du Conseil ecclésiastique panukraïzien (remplissant le rôle du St. Synode), à la tête. Les arrestations ont duré depuis la fin de juillet 1929 jusqu'à octobre; elles ont frappé également de nombreux paysans dont le nombre est difficile à établir, mais suivant le „*Kommunist*“ et la „*Proletarskaïa Pravda*“, il atteindrait quelques milliers. Pour comprendre l'importance politique de ces représailles, il convient de se remémorer l'évolution que la politique minoritaire communiste a traversée en Ukraine. En 1922, lors de la fin de l'ère dite du communisme militant, le gouvernement soviétique ainsi que les dirigeants du parti communiste ont résolu de modifier leur politique vis-à-vis des Ukraïniens, dans le sens de faire des concessions au mouvement national ukraïzien qui se manifestait, en dépit des persécutions, sous la forme d'insurrections constantes. Les autorités soviétiques ont entamé donc des pourparlers avec les chefs des détachements d'insurgés (Mordalevič, Tiutiunnik et autres), en leur promettant en dehors d'une entière amnistie, la réalisation des postulats ukraïniens compatibles avec l'idéologie communiste. De la sorte, une nouvelle période de la politique minoritaire commença en Ukraine. Les Ukraïniens obtinrent des écoles ukraïniennes, la presse fut ukraïnisée, on tolérât l'activité de l'Académie Ukraïnienne

des sciences et celle des autres institutions scientifiques. La nouvelle politique minoritaire offrait au gouvernement soviétique l'avantage de neutraliser dans une certaine mesure, au prix de concessions insignifiantes en somme, les tendances centrifuges des Ukrainiens et de consolider, partant, la domination soviétique dans le pays, ce qui permettait d'exploiter ses richesses naturelles. Déjà les premières années de cette nouvelle politique ont prouvé que le calcul du gouvernement soviétique était juste. La majorité des intellectuels ukrainiens ont profité de la faculté de pouvoir travailler sur le secteur culturel du front national et s'y sont consacrés. D'autre part, l'Eglise autocéphale ukrainienne, organisée après la révolution de 1917, a également groupé autour d'elle de nombreux intellectuels ukrainiens. Ainsi, sur le secteur politique du front ukrainien national une détente s'est produite. Mais à mesure que les éléments ukrainiens nationaux étendaient leurs influences, elles commencèrent à dépasser les limites que leur avaient tracées les dirigeants soviétiques, et la politique minoritaire de ceux-ci se heurtait à des difficultés grandissantes. La tâche de dominer la vie nationale ukrainienne et d'imprimer à la culture ukrainienne le sceau prolétarien—devenait de plus en plus illusoire. Le manifeste littéraire de Kvylovy, la critique sévère de la politique économique communiste faite par l'économiste connu, Volobouïew qui démontrait que l'Ukraine était devenue une colonie de l'U.R.S.S., la protestation du leader des communistes ukrainiens Šumsky, contre l'hégémonie politique des communistes russes en Ukraine — tous ces faits ont sérieusement ému le gouvernement soviétique. Dès ce moment commence un revirement dans la politique minoritaire des communistes. Ils se sont efforcés d'atténuer, sous divers prétextes, le courant d'ukrainisation, ce qui a trouvé son expression dans le

décret du Conseil des commissaires du peuple sur l'égalité de droit des langues minoritaires (il s'agissait principalement de la langue russe) avec la langue ukrainienne. Des représailles énergiques contre les éléments nationaux ont été déclenchées sous le prétexte de combattre le chauvinisme ukrainien. Šumsky et plusieurs autres communistes ukrainiens ont été déportés. L'élément ukrainien ayant été ainsi éliminé du parti communiste, le tour est venu des institutions scientifiques ukrainiennes qui ont subi une „réorganisation“ consistant à remplacer l'élément ukrainien par l'élément russe aux postes dirigeants.

En même temps le gouvernement soviétique a entrepris une lutte contre les paysans sur le terrain politique et économique. Ainsi donc le problème national en Ukraine s'est posé dans toute son acuité, le mécontentement des paysans ayant revêtu le caractère d'un mouvement national. La presse soviétique déclencha une campagne contre les „koulaks“ Ukrainiens; la résistance de la population ukrainienne contre les dispositions des autorités soviétiques concernant l'emmagasinage du blé prit des proportions redoutables, se transformant en un mouvement antisoviétique des masses. Le clergé de l'Eglise autocéphale ukrainienne a été accusé, à côté des intellectuels ukrainiens, de l'instigation à la révolte paysanne contre les Soviets, se manifestant entre autres par des meurtres commis sur les représentants des autorités soviétiques. Les intellectuels ukrainiens ont donc été arrêtés pour ce motif, sans pourtant que le gouvernement soviétique ait possédé contre eux des preuves concrètes. Ils ont été inculpés d'avoir accédé à une organisation secrète qui s'appellerait „Union pour la libération de l'Ukraine“, qui suivant le Guepéou, demeurerait en relations avec l'émigration ukrainienne. Il semble pourtant que l'accusation contre les hommes tels que le prof. Iéfremow et autres,

savants absolument étrangers à toute activité politique, ne tiennent point debout. Les arrestations opérées témoignent d'autre part que le problème national en Ukraine traverse une nouvelle phase, dont le caractère essentiel est l'abandon de la politique actuelle d'ukrainisation par le communisme en Ukraine.

Ruthénie-Blanche Soviétique

Changements personnels à l'Académie des Sciences Blanche-Ruthène

La „Zvezda“ du 20 octobre 1929 a publié la nouvelle que, en vertu d'une décision du Conseil des Commissaires du Peuple de la B. S. R. R., ont été destitués de leurs postes le vice-président de l'Académie des Sciences Blanche-Ruthène, M. Niekrasévič et le secrétaire général, M. Lastovsky.

Suivant les données officielles, la cause de cette destitution était le fait d'avoir laissé imprimer une série de travaux des auteurs qui dans les publications de l'Académie exprimaient des opinions discordantes avec les lignes directrices du pouvoir soviétique et parfois franchement hostiles à son idéologie: il s'agissait en particulier des travaux de „l'ennemi ouvert de la Ruthénie-Blanche Soviétique“, M. Stankievič qui „est à la solde du fascisme polonais“.

En septembre a été révoqué d'une manière analogue Dimitri Jilounovič, suppléant du Commissaire de l'Instruction Publique de la B. S. R. R., le même sort a échu à l'anc. Commissaire de l'Instruction Publique, Balitsky, et enfin au Recteur de l'Université Blanche-Ruthène M. Piceta. Il convient de faire remarquer que Jilounovič est une personnalité qui avait eu sa page dans l'histoire de la Ruthénie Blanche Soviétique, il est notamment l'auteur du fameux Manifeste

du 31 décembre 1918 — 1 janvier 1919 qui proclamait l'indépendance de la Ruthénie Blanche Soviétique. Ce fait prouve que les décisions du gouvernement soviétique avaient une importance politique profonde. La cause semble résider dans ce qu'on appelle le „zapadnitcheſtvo“, c.-à-d. l'opinion de certains intellectuels blancs-ruthènes, suivant lesquels l'évolution de la langue et de la culture blanches-ruthènes devait se baser sur la culture occidentale. Il faut supposer que les révocations citées plus haut étaient motivées par la supposition des autorités soviétiques que les personnes en question subissaient l'influence de cette „idéologie“.

En analysant les symptômes extérieurs, d'ailleurs peu nombreux, du „zapadnitcheſtvo“, on est amené à constater que ce n'est guère un courant politique, mais un point de vue adopté par un petit groupe d'individus cultivés et instruits qui n'ont pas perdu le contact spirituel avec les arts, les sciences et les lettres de l'Europe Occidentale.

La révocation de Jilounovič a eu beaucoup de retentissement dans la presse soviétique blanche-ruthène; les accusations soulevées contre lui d'avoir pratiqué une politique nationaliste et démocratique, ont provoqué des conflits violents entre les facteurs progouvernementaux d'une part, et les partisans de Jilounovič, membres blancs-ruthènes du parti communiste (Maruk, Ilioučenko, Cvikievič et Gorecky), de l'autre.

La presse de Minsk („Zvezda“, „Sovietska Bialorouss“, et „Rabočii“) a publié un article de Iakovlew qui blâme sévèrement l'attitude de ce groupe de „démocrates nationalistes“, idéologues des „koulaks“ et des intellectuels bourgeois qui tendent à tirer profit de l'activité de purger le parti des éléments indésirables, pour lutter contre le parti communiste, qui secondent enfin les efforts des „fascistes“ blancs-ruthènes en Pologne, et

empêchent l'émancipation de la Ruthénie Blanche occidentale de sous le joug du capital.

Il est caractéristique que le président de l'Académie Blanche-Ruthène des Sciences à Minsk, Ignatovsky ait publié une lettre ouverte dans les colonnes de la „Zvezda“ où il tente de se disculper devant l'opinion communiste et avoue certaines erreurs „idéologiques“ qu'il a commises dans ses ouvrages scienti-

fiques. Il est permis de supposer que cette lettre soit la cause que Ignatovsky n'a pas été destitué de ses fonctions de président de l'Académie des Sciences. Il convient de signaler que, à la place des membres de l'ancienne Présidence de l'Académie, ont été nommés: Jacques Kolas — vice-président de l'Académie, Ivan Petrovič — secrétaire général, Antoine Platoune, Ilia Ašarovič et Stanislas Matulaïtis.



Editeur: Institut pour l'Étude des Questions Minoritaires

Directeurs: **Stanislas Paprocki** et **Georges Szurig**

Secrétaire de la Rédaction et Gérante: **Wanda Gardowska**

Imprimerie Léon Nowak, 12, rue Warecka Varsovie.